



COMMUNIQUE

IL NOUS FAUT POURSUIVRE !

Malgré le temps : une manifestation puissante à Paris où 70 000 travailleurs ont défilé sans interruption de 14h30 à 19h00.

Plus de 5 000 dans le cortège de FO où les fonctionnaires étaient très mobilisés, mais où nous pouvions aussi noter la détermination des cheminots, présents après avoir tenu leurs assemblées générales qui reconduisaient la grève.

La présence de camarades du secteur privé et plus particulièrement du commerce parisien démontrait, si besoin était, la solidarité existante entre le public et le privé, mais également leur volonté de lutter, pour le pouvoir d'achat.

Plus de 700 000 manifestants dans toute la France, des pourcentages de grévistes impressionnant, particulièrement chez les enseignants où le pourcentage à Paris dépassait 50%.

Il est à constater également que toutes les Unions Départementales FORCE OUVRIERE de l'Ile-de-France, comme elles le font très régulièrement, avaient mis en œuvre tous les moyens pour conduire à Paris, par cars entiers des salariés du public comme du privé.

Qui aurait pu penser le 14 novembre 2007 que la jonction se ferait avec la manifestation du 20 novembre 2007 ? Pourtant, elle s'est faite !

Sur le terrain, la volonté de ne pas laisser casser la protection sociale, la volonté de voir progresser le pouvoir d'achat pour vivre dignement, est bien réelle.

C'est ce qu'on dit les manifestants dans le cortège FO. C'est ce que nous avons dit, sur le plan interprofessionnel dès le 16 novembre avec la CGT Paris, la FSU Paris et Solidaires Paris, après l'avoir fait également en commun le 14 novembre 2007 :

- **L'augmentation** des salaires, des pensions et des minima sociaux, **le maintien** du SMIC, de l'emploi qualifié, des contrats de travail en CDI. Pour cela, nous exigeons l'ouverture, dans le public comme dans le privé, de négociations salariales,
- **Le maintien des régimes spéciaux de retraite** et des droits qui leur sont attachés. Aucun allongement de la durée de cotisations,
- **L'abrogation des mesures Balladur et Fillon,**
- **Le maintien** de la retraite de base à 60 ans à taux plein pour tous,
- **Le maintien** d'un réel service public de l'emploi et du système d'assurance chômage et contre la fusion ANPE/UNEDIC,
- **La reconnaissance** du CDI comme le contrat de travail de référence et contre la précarité,
- **Le maintien de la Sécurité Sociale solidaire et égalitaire**, le retrait des franchises, non à la TVA sociale,
- **L'annulation des suppressions de postes** dans le secteur public et la fonction publique, le remplacement des départs en retraite et la création des postes nécessaires,
- **L'arrêt des licenciements dans le privé,**
- **Contre la recodification du code du travail,**
- **Contre le projet de fusion des impôts et du Trésor.**

L'UD FO 75 rappelle son communiqué du 16 novembre 2007 et particulièrement ***«sait bien comme tous les salariés, qu'ils soient du public ou du privé, que le gouvernement qui, dogmatiquement tente de détruire les régimes spéciaux vise en réalité tous les travailleurs en faisant passer de 40 à 41 ans puis 42, 43 ans et sans doute 45 ans le nombre d'années de cotisations».***

L'UD FO 75 considère donc que la fédération FO des cheminots a raison lorsqu'elle affirme ses revendications face au cadrage gouvernemental, ainsi d'ailleurs que nos camarades de la RATP :

- **maintien des 37 et demi annuités de cotisations pour l'attribution d'une retraite à taux plein,**
- **retrait du système de décote,**
- **maintien de l'indexation des pensions sur les salaires des actifs.**

Dans toutes les entreprises, les salariés souffrent des attaques portées contre leur pouvoir d'achat, parce que les salaires n'augmentent pas, parce que la Sécurité sociale est attaquée de toute part avec le déremboursement des médicaments, avec l'établissement des franchises. Ils souffrent, qu'ils soient du public ou du privé parce que les licenciements sont de plus en plus nombreux dans le privé, et que les suppressions de postes dans la fonction publique entraînent des conséquences sur le service public, sur les statuts et sur les conditions de travail.

Les retraites ont vu leur pouvoir d'achat se dégrader de façon considérable au cours des dernières années, alors que toutes les mesures, citées précédemment dans les domaines des retraites et de la Sécurité sociale, pèsent encore plus lourdement sur leur vie.

TOUT EST LIE que l'on soit du privé ou du public.

Alors luttons dans toutes les actions et préparons dans les assemblées générales la grève interprofessionnelle.

Paris le 21 novembre 2007